

## **Canadian Federation of Students-Ontario calls for a reversal on the deportation of 700 International students, victims of immigration fraud**

April 4, 2023

The Canadian Federation of Students-Ontario stands in solidarity with the 700 International students who have been issued deportation orders by the Canada Border Service Agency.

The decision to initiate these deportation processes is unjust and outrageous. These students are victims of misrepresentation and fraud by immigration agents who falsified information and issued false college admission letters without the knowledge of the students.

Over the last five years, International student enrollment in colleges has doubled. This number continues to rise as colleges and universities are increasingly outsourcing their recruitment to private, for-profit companies. These recruitment agencies use unethical practices, false promises and illegitimate documentation to lure students into applying for a Canadian study permit. Upon paying upwards of \$25,000 and landing in Canada, students find themselves in a precarious situation as they find out that they cannot enroll in the institution designated on their study permit because the institution has no record of their application. Instead, the agents redirect them to private career colleges.

Moreover, student permit consultants in countries like India do not require a license to run a business. This is a significant loophole that is exploited by unscrupulous agents who make false claims to lure students.

In response to this news, Colleges Ontario implemented agent standards and required agents to complete a mandatory agent-training program. However, these are band-aid solutions as it does not address the systemic problem that continues to make post-secondary education inaccessible, inequitable and a for-profit business. To end the exploitation of International students, it is imperative that colleges and university administrations sever ties with private, exploitative recruitment agencies that are making millions of dollars through these relationships.

The Federation calls for an immediate reduction and subsequent elimination of tuition fees, which is the biggest barrier to accessing post-secondary education in Canada. It is through the elimination of tuition fees that the disparaging treatment of International Students in Canada, who are treated like cash cows and are exploited to make up for the lack of funding by the provincial and federal government, will end.

The Federation stands in solidarity with the more than 700 international students facing unjust and unfair deportation and urges the deportations to be reversed immediately. These students have been victims of fraud and the Canadian government needs to hold the agencies accountable instead of punishing and harming students. The Federation supports the call for an end to private, for-profit colleges that use International students as cash cows, employ false pretexts and exploit and benefit off of the vulnerabilities of International students.

*The Canadian Federation of Students represents over 350,000 students in Ontario, one of the largest students' unions in the province representing both domestic and international students in universities and colleges, including undergraduate, graduate, full-time and part-time students.*

**La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants–Ontario demande  
l’annulation de l’expulsion de 700 étudiantes et étudiants internationaux, victimes  
de fraude en matière d’immigration**

4 avril 2023

La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants–Ontario est solidaire des 700 étudiantes et étudiants internationaux qui font l’objet de mesures d’expulsion prises par l’Agence des services frontaliers du Canada.

La décision d’engager de telles mesures d’expulsion est injuste et scandaleuse. Ces étudiantes et étudiants sont victimes de fausses déclarations et de fraude de la part d’intermédiaires ayant falsifié des renseignements et délivré de fausses lettres d’admission au collège à l’insu des étudiantes et étudiants.

Au cours des cinq dernières années, le nombre d’étudiantes et d’étudiants internationaux inscrits aux collèges a doublé. Ce nombre continue d’augmenter, car les collèges et les universités confient de plus en plus leurs activités de recrutement à des entreprises privées à but lucratif. Les agences de recrutement ont recours à des pratiques contraires à l’éthique, font de fausses promesses et utilisent des documents illégitimes pour inciter des étudiantes et étudiants à demander un permis d’études canadien. Après avoir payé plus de 25 000 \$ et atterri au Canada, ces étudiantes et étudiants se retrouvent dans une situation précaire lorsqu’ils découvrent qu’ils ne peuvent pas s’inscrire dans l’établissement désigné sur leur permis d’études puisque l’établissement en question n’a aucune trace de leur demande. Les étudiantes et étudiants sont plutôt redirigés vers des collèges privés d’enseignement professionnel.

En outre, dans des pays comme l’Inde, les consultantes et consultants en matière de permis d’études n’ont pas besoin de licence pour exercer leurs activités. Il s’agit d’une échappatoire considérable que des agentes et agents peu scrupuleux exploitent pour faire de fausses déclarations visant à attirer des étudiantes et étudiants.

En réponse à cette nouvelle, Collèges Ontario a mis en place des normes exigeant que les agentes et agents suivent un programme de formation obligatoire. Toutefois, c’est une solution de fortune qui ne s’attaque pas au problème systémique qui continue de faire de l’enseignement postsecondaire une avenue inaccessible, inéquitable et à but lucratif. Pour mettre fin à l’exploitation des étudiantes et étudiants internationaux, il est impératif que les administrations des collèges et des universités rompent les liens avec les agences de recrutement privées qui gagnent des millions de dollars en exploitant ces relations.

La Fédération appelle à une réduction immédiate des frais de scolarité, suivie de leur élimination, car ils constituent le principal obstacle à l'accès à l'éducation postsecondaire au Canada. C'est en éliminant les frais de scolarité qu'on mettra fin au traitement désobligeant des étudiantes et étudiants internationaux au Canada. À l'heure actuelle, ces derniers sont traités comme des vaches à lait et sont exploités pour compenser le manque de financement des gouvernements provincial et fédéral.

La Fédération est solidaire des plus de 700 étudiantes et étudiants internationaux qui fait face au risque d'une expulsion injuste et inéquitable et demande instamment que les expulsions soient annulées immédiatement. Ces étudiantes et étudiants sont victimes de fraude et le gouvernement canadien doit tenir les agences responsables au lieu de punir et de léser les étudiantes et étudiants qui en sont victimes. La Fédération soutient l'appel de mettre fin aux collèges privés à but lucratif qui utilisent les étudiantes et étudiants internationaux comme des vaches à lait, évoquent des prétextes et exploitent des vulnérabilités des étudiantes et étudiants internationaux dont ils profitent.

*La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants représente plus de 350 000 étudiantes et étudiants en Ontario, ce qui en fait un des principaux syndicats étudiants de la province. Elle représente des étudiantes et étudiants canadiens et internationaux des collèges et de tous les cycles universitaires, y compris des étudiantes et étudiants à temps plein et à temps partiel.*